

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WOESTELANDT SN**

chez ASTRADÉC  
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA  
62510 Arques

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\05\_CARRIERES\Carrières  
C3\WOESTLANDT SN\_Nieurlet\_0007000074\2\_Inspections\2026 02 03 signalement  
Code AIOT : 0007000074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement WOESTELANDT SN implanté 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WOESTELANDT SN
- 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Nouvelle de Woestelandt (groupe Astradec) exploite à Nieurley une carrière d'argile auparavant exploitée par la société des Céramiques Woestelandt (autorisation par arrêté préfectoral modifié n° DAGE/3-FF du 06/03/2003).

Cette autorisation expire le 31/12/2030. L'exploitant actuel n'extrait plus de matériaux et utilise la carrière pour valoriser des déchets inertes, qui servent à la remblayer dans le cadre de sa remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPI-BPE/YA du 22/11/2022 vient mettre à jour les conditions de remblaiement de la carrière.

La réception de déchets / matériaux inertes est suspendue par l'arrêté préfectoral (de suspension) du 05/12/2025 (notifié à l'exploitant le 15/12/2025).

### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Signalement d'écoulements sur la route de Booneghem	AP de Mesures Spéciales du 05/12/2025, article 1 et 2	Sans objet
2	Interdiction de rejeter les eaux pluviales	AP de Mesures d'Urgence du 16/05/2025, article 1 et 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection fait suite au signalement de riverains concernant des écoulements d'eaux en provenance de la carrière de Nieurlet. Le jour de l'inspection, aucun écoulement n'est constaté, ni aucune non-conformité. L'attention de l'exploitant est toutefois attirée sur la nécessité de lever dans les meilleurs délais certains points de la mise en demeure fixée par arrêté préfectoral du 16/05/2025, de façon à pouvoir à nouveau rejeter les eaux pluviales et ainsi éviter un éventuel débordement des eaux accumulées dans la carrière.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Signalement d'écoulements sur la route de Booneghem**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 05/12/2025, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, -
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Arrêté préfectoral portant suspension du 05/12/2025 - articles 1 et 2</b>
Article 1 - La Société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 95 rue Charles-Auguste Coulomb 62510 Arques, est tenue de suspendre la réception de tout déchet ou matériau sur la carrière qu'elle exploite au 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, jusqu'à satisfaction des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures d'urgence du 16 mai 2025

susvisé.

Cette suspension prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - La Société Nouvelle Woestelandt prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.

#### Constats :

L'inspection fait suite au signalement de riverains concernant des écoulements récents d'eaux en provenance de la carrière de Nieurlet sur la route de Booneghem.

Le jour de l'inspection, aucun écoulement en provenance de la carrière n'est constaté. L'exploitant explique avoir remarqué l'apparition d'une mare à proximité de la clôture qui longe la route de Booneghem (Sud du site). Selon lui, ce serait cette mare qui pourrait avoir inquiété les riverains. L'exploitant a donc mis en place une pompe de façon à rejeter les eaux de cette zone derrière un merlon en argile d'environ 1,5 m de haut qu'il a aménagé pour l'occasion.

A ce stade, il est considéré que l'exploitant a mis en place les moyens nécessaires pour contenir les eaux pluviales et éviter leur débordement à l'extérieur du site, assurant ainsi la protection des intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement (notamment la santé, la sécurité et la salubrité publiques, ainsi que la protection de la nature).

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 05/12/2025 est donc pour l'instant respecté.

Concernant la suspension de la réception des déchets, il est constaté qu'à l'arrivée sur le site, le portail est fermé et cadenassé. L'exploitant confirme ne plus réceptionner de déchets depuis la notification de la suspension (portail cadenassé en permanence). L'état relativement propre de la route de Booneghem et de l'entrée du site semblent confirmer ce point. De plus, les camions ne peuvent plus avoir accès au massif de déchets étant donné que la piste est en partie inondée.

Quelques personnes continuent à travailler sur le site pour continuer de remblayer la carrière, même si l'accumulation d'eaux de pluie et les conditions météo rendent ces opérations difficiles. Lors de l'inspection, la suspension de la réception des déchets est donc respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Interdiction de rejeter les eaux pluviales

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 16/05/2025, article 1 et 2

**Thème(s) :** Situation administrative, -

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure et mesures d'urgence du 16/05/2025**

Article 1

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Référence réglementaire	Prescription	Délai
[...]	[...]	[...]

[...]	[...]	[...]
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 15.3.2	<p>[...]Les eaux pluviales de ruissellement sur les flancs de la carrière sont recueillies en fond de carrière. Elles sont pompées (débit maximal de 20 m<sup>3</sup>/h) pour être rejetées via le réseau eau pluviale de la commune dans la rivière de Booneghem au sud de la carrière.</p> <p>[...]L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>Un contrôle des eaux rejetées est effectué une fois par an sur les paramètres suivants : débit, pH, température, MEST, DCO, HCT.</p>	15 jours
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.1	<p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines</p>	15 jours

	<p>superficielles et souterraines ainsi que les sols.</p> <p>Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 10.3.3 ci-dessous, puis il vérifie que ces déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'article 10.3.2.[...]</p>	
[...]	[...]	[...]

[...]Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### Article 2 - Mesures d'urgence

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est tenue d'appliquer, dès notification du présent arrêté les mesures d'urgence suivantes :

- interdiction de rejeter par pompage ou surverse (ou d'évacuer en tant que déchets), les eaux pluviales de la carrière dans le réseau communal de collecte, sans l'aval des services de l'inspection[...].

## **Constats :**

### Rappel du constat - inspection du 11/06/2025 :

*"[...]Selon les constats réalisés lors des inspections du 23/01/2025 et du 12/02/2025, la pompe d'évacuation n'a pas fonctionné durant une partie de l'hiver 2025 à cause, selon l'exploitant, du gel et d'accumulations de boues qui l'avaient bouchée.*

*Les abords du bassin n'étant pas accessibles aux engins (pente trop élevée, trop de boues, pas de voie aménagée...), il n'avait alors pas été possible de déplacer ni de désembourber la pompe.*

*Afin de rétablir le bon écoulement des eaux au sein de la carrière, l'exploitant a donc expliqué être en train de déplacer le bassin de stockage des eaux de pluie comme cela est prévu dans le plan de remise en état de la carrière (phases 4-5 du dossier du 23/03/2023), vers une zone plus accessible et mieux aménagée. Un bassin d'eau de pluie intermédiaire est ainsi en train de se remplir au Sud-Est du site. Selon l'exploitant, le déplacement du point de pompage et l'emplacement du nouveau bassin rendront la pompe et ses abords plus accessibles pour intervenir en cas d'accumulation de boues.[...]*

*La résolution de cette non-conformité ne pourra être vérifiée qu'une fois que l'exploitant sera à nouveau autorisé à rejeter ses eaux accumulées au sein de la carrière[...].*

*Par courriel du 28/03/2025, l'exploitant s'était [...]engagé à se rapprocher d'un installateur pour équiper le site d'un canal de mesure et d'un dispositif de prélèvement asservi au débit. Le rejet des eaux pluviales ne pourra être envisageable que lorsque ces conditions seront remplies.*

*Le jour de l'inspection le niveau du bassin des eaux pluviales n'a sensiblement pas évolué. Une partie de l'eau s'est écoulee naturellement vers le bassin temporaire au Sud-Est, en cours d'aménagement[...]."*

### **Inspection du 03/02/2026 :**

Comme évoqué dans le constat précédent, aucun rejet d'eaux pluviales n'est constaté, que ce soit sous forme de débordement vers la route ou de rejet canalisé dans le réseau public des eaux pluviales. La pompe qui sert habituellement à refouler vers le réseau de collecte public est actuellement utilisée pour drainer la zone proche de la route (cf. constat précédent).

L'interdiction de rejeter fixée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 16/05/2025 est donc considérée comme respectée.

Toutefois, l'accumulation importante d'eau de pluie dans la carrière pourrait mener à des

débordements vers la route de Booneghem si les précipitations se maintiennent. En effet, la carrière site est délimitée par des talus et des surélévations sur tout son périmètre, à l'exception de la limite Sud, au même niveau que la route de Booneghem. C'est par ce côté que les eaux déborderaient si la carrière continuait à se remplir. Les conditions météo et la submersion d'une partie des voies de circulation du site empêchent pour l'instant l'exploitant de manoeuvrer en toute sécurité pour renforcer les digues du bassin de recueil des eaux pluviales. En cette saison, l'évaporation est quasi-inexistante. De plus, le sol argileux limite fortement l'infiltration des eaux de pluie dans le sol. Sans rejets, la quantité d'eau de pluie accumulée sur le site ne fera qu'augmenter.

**Il est donc urgent que l'exploitant réunisse les conditions nécessaires afin de pouvoir rejeter à nouveau les eaux pluviales dans le réseau communal.**

**L'exploitant doit donc mettre en place dans les meilleurs délais un canal de mesure du débit comme le prévoit l'article 15.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06/03/2003, de façon à respecter le point correspondant de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025.**

**Les rejets d'eaux pluviales ne pourront reprendre qu'une fois ce canal mis en service, et sous réserve de la mise en place d'une surveillance adaptée des rejets.** Cette surveillance devra porter sur le respect des valeurs limites applicables aux rejets, et sur les éventuelles anomalies de couleur / d'odeur (comme cela avait déjà été constaté par le passé).

Il est également demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance du niveau d'eau de la carrière, de façon à pouvoir anticiper d'éventuels débordements en cas d'épisodes pluvieux intenses.

**Type de suites proposées :** Sans suite